

La résilience*, clé de la survie des sociétés rurales face aux conflits

► François Grünewald, ingénieur agronome INA-PG; président du groupe URD, www.urd.org. Professeur associé à l'université Paris XII, directeur du DESS « Gestion de l'humanitaire ».

LE DÉVELOPPEMENT des sociétés rurales est un patient processus d'accumulation, de capitalisation, d'adaptation. C'est aussi la mise en oeuvre d'interactions complexes tout au long de filières « produits » et la création de nombreux liens de dépendance, notamment avec la sphère urbaine. C'est surtout, dans de nombreux cas, la mise en place, génération après génération, de stratégies de gestion des risques et d'adaptation aux situations de « stress ». Cet ensemble de mécanismes couvre une gamme large d'options allant de la diversification des types de semences (associations de mils et de sorghos à cycles de durées différentes), à diverses modalités de mobilité (et pas seulement dans les systèmes pastoraux), en passant par des capacités de modification des pratiques agricoles (passage du repiquage en lame d'eau au repiquage à sec au bâton à fouir au Cambodge), des stratégies de stockage pluriannuel (greniers enterrés en Somalie centrale), l'accroissement des systèmes de production basés sur les tubercules (patates douces, manioc), etc. Ces mécanismes forment la base de la résilience du monde rural, cette étonnante capacité à encaisser les chocs et à pouvoir rebondir.

Cette résilience est en général destinée à gérer les risques naturels. Face aux conflits, c'est une dynamique d'un autre ordre qui se met en place. Un petit matin glauque, une nuit tragique, et la survie du groupe peut être d'un coup remise en cause : le passage d'armées, de groupes de guérilla, et il ne reste que des ruines, des champs détruits, des cheptels décimés, des corps brisés, des espoirs détruits. Les champs sont minés, les filières d'approvisionnement et d'écoulement des produits sont paralysées. Mourir ou fuir peuvent être parfois les deux seules options. Heureusement, les savoirs traditionnels, les capacités de mise en oeuvre de stratégies de survie complexes permettent souvent aux sociétés rurales de passer les caps les plus durs. On a pu observer au Mozambique que les paysans augmentaient dans leurs parcelles la proportion de « manioc amer », qui doit passer par un processus long de cuisson et de séchage pour être débarrassé de son cyanure. Résultat ? le pillage des

champs devient d'un coup beaucoup moins attractif pour les soldats-rodeurs de la nuit... Mais ce n'est pas toujours possible, notamment quand l'objectif de la guerre est d'éliminer les populations pour accaparer le territoire et ses ressources.

L'exercice de la résilience n'a pas que des effets positifs. Quand la survie est en jeu, les populations rurales sont parfois conduites à mettre en oeuvre des pratiques « minières ». La création de périmètres de sécurité (zones rurales encerclées par des lignes de front ou des champs de mines) entraîne souvent une impossibilité de pratiquer les rotations qui seraient nécessaires à la reproduction de la fertilité tandis que le surpâturage conduit à une érosion forte des quelques parcours disponibles (cas observés en Angola, au Mozambique). Se créent alors des espaces de plus en plus dégradés qui n'arrivent bientôt plus à soutenir la production agricole. Ailleurs, les paysans n'ont comme option que la production de charbon pour les quelques centres urbains, ce qui conduit à des auroles de déforestation à extension rapide. L'accroissement de la vulnérabilité des agro-écosystèmes est dramatique.

Pour les paysannes et paysans des zones touchées, de plus, l'enjeu est très vite de sortir de l'impasse dans laquelle les conduit ces situations. Dès que possible, il faut reprendre pied sur les parcelles, relancer la dynamique de reconstitution des troupeaux. Parfois, les paysans marchent pendant des jours pour retrouver des semences adaptées. On a vu aussi se développer des stratégies complexes visant à ne pas mettre tous les oeufs dans le même panier. Une partie de la famille va dans les camps de déplacés pour y recevoir de l'aide alimentaire, tandis qu'un groupe part occuper et défricher les parcelles et qu'un troisième va à la ville voisine pour y trouver l'argent qui permettra de reconstituer cadre de vie et autres moyens de productions.

Depuis une quinzaine d'années, un certain nombre d'agences et d'ONG ont investi le secteur de la réhabilita-

tion agricole d'urgence : distribution de semences de riz par la FAO au Cambodge sortant tout juste de l'ère khmère rouge en 1981, vaccination du bétail mis en place par le Comité international de la Croix-Rouge au Soudan (1988) et en Somalie (1991), etc. L'expérience montre qu'il n'est ni simple, ni évident, de reconstruire des économies rurales mises en place au fil du temps... Trop souvent, les acteurs de l'urgence n'ont ni les méthodes, ni le savoir-faire technique et sociologique pour intervenir correctement. Les programmes restent alors de grosses opérations logistiques de distribution, ratant la richesse de la diversité des systèmes paysans.

Au final, c'est une révolution des modes d'intervention qu'il faudrait envisager. La connaissance des systèmes et des sociétés rurales doit permettre de mieux intervenir dans les crises et les post-crisis. Renforcer et comprendre les fondements de la résilience, la richesse des stratégies de prévention et d'adaptation aux désastres (les « Coping Strategies » des Anglo-Saxons) est un premier pas dans cette nouvelle direction. Identifier les enjeux de soutien et de renforcement de cette résilience permettra alors de mieux soutenir les agriculteurs dans

leur activité pendant et après la crise. L'histoire nous a démontré en tout cas que les sociétés rurales qui n'avaient pas de capacité de gestion des risques et des turbulences disparaissaient... Intégrer la gestion des crises à venir et le soutien aux mécanismes positifs de résilience au cœur des agendas de développement. Peut-être a-t-on là le défi des années à venir. ■

« L'HISTOIRE A DÉMONTRÉ QUE LES SOCIÉTÉS RURALES QUI N'AVAIENT PAS DE CAPACITÉ DE GESTION DES RISQUES ET DES TURBULENCES DISPARAISSAIENT »

* Le terme « résilience » désigne la capacité d'encaisser les chocs.

Des coopératives caféières péruviennes contre la guérilla

► Wilfredo Necochea est représentant de SOS-Faim pour le Pérou, le Chili et l'Équateur. Ingénieur industriel spécialisé en gestion, il travaille avec les associations de producteur du Pérou, de Bolivie et d'Équateur depuis 8 ans. Cet article est une traduction libre par la rédaction d'un article original en espagnol en ligne sur le site de Grain de sel (www.inter-reseaux.org).

CENT CINQUANTE MILLE familles péruviennes produisent du café, sur une zone de 270 000 hectares. Aujourd'hui 90 % d'entre elles sont des petits producteurs, sur des parcelles de 0,5 à 5 hectares. Quarante-deux pour cent sont organisées en coopératives et associations de commercialisation et de services. Les terres sont situées dans la partie orientale de la cordillère des Andes, où commence la forêt amazonienne. Les producteurs de café, dans leur majorité, sont des migrants issus de la forêt ou des zones alto-andines, ils possèdent une culture ancestrale, qui vient de l'époque des Incas, on trouve aussi des natifs originaires de la forêt.

Les colons italiens et tyroliens apportèrent le café dans la zone amazonienne du Pérou en 1860. À partir de 1950 arrivèrent des paysans andins, alors « serfs » employés pour la récolte. Ils obtinrent des terres lors de deux réformes agraires successives,

et aujourd'hui certains luttent encore pour obtenir leurs propres terres. À partir de 1960 ces paysans se sont organisés en coopératives avec plusieurs objectifs : améliorer la commercialisation du café et se protéger face aux intermédiaires. Ils choisirent aussi ce mode d'organisation car il était

proche — à la fois économiquement et socialement — des organisations de type communautaire de leurs pays d'origine.

Entre 1970 et 1990 plus de 220 coopératives sont apparues, regroupant 70 % des familles productrices de café. Pendant 20 ans, la croissance du secteur fut notable, les excédents économiques furent réinvestis dans

les infrastructures et équipements, les écoles, les postes de santé. Il existait une banque de développement agricole qui finançait des campagnes de plantation et de commercialisation du café.

Les coopératives sous le tir croisé de la libéralisation économique, des

« 94 % DE LA PRODUCTION DE CAFÉ

S'EXPORTE VERS 26 PAYS (DONT 80 %

VONT VERS 5 D'ENTRE EUX). SEULS 6 %

DE CETTE PRODUCTION SE DESTINENT

AU MARCHÉ LOCAL, QUI NE CONSOMME

QUE 380 G PAR HABITANT ET PAR AN,

LA MOYENNE LA PLUS BASSE

D'AMÉRIQUE LATINE »

guérillas castriste et maoïste et d'un gouvernement en lutte contre ces mouvements. À partir de 1990 les organisations coopératives de café sont arrivées à une période de crise profonde, du fait de trois facteurs fondamentaux :

– L'annulation, à la demande des États-Unis, des accords internationaux (attribuant des quotas d'exportation et d'importation et limitant la production de café) de l'organisation internationale du café (OIC), a provoqué la dérégulation du marché mondial du café avec comme conséquence la baisse des prix au niveau international¹ ;

– Les mouvements de guérilla du Sentier lumineux, d'idéologie maoïste et Tupac Amaru, d'orientation castriste, sont apparus, imposant une violence destructrice dans les zones caféières. Tous deux s'installèrent dans la zone orientale de la cordillère andine, dans les espaces occupés par les producteurs de café, où ils tentèrent de créer leurs « bases arrières », enrôlant les jeunes de la zone par la coercition. Trois modes d'action sont mis en oeuvre contre les coopératives : le prélèvement d'un « impôt » avec des méthodes violentes, pour financer la guérilla ; l'assassinat des leaders dans la zone ; l'encercllement de la zone, obligeant les membres des coopératives et tous les villageois à adopter une économie d'autarcie, basée sur la production exclusive pour la consommation. Toute tentative d'échange de marchandise avec d'autres zones était alors réprimée avec violence. Le mouvement du Sentier lumineux était bien conscient de la puissance des organisations coopératives en place. Stratégiquement, ces dernières, représentant des rivales défiantes vis-à-vis du projet maoïste (assiéger les villes depuis les campagnes) ils tentèrent de les liquider.

– La peur et les persécutions violentes de ces groupes firent que plusieurs producteurs de café retournèrent à leurs terres d'origine. Ceux qui restèrent assistaient, impuissants, à la destruction de leurs installations et à l'affaiblissement de leurs organisations coopératives. ➔

1. NDLR : Le 3 juillet 1989, l'OIC abroge le système des quotas tout en maintenant l'accord international pour deux ans.



☉ La politique ultralibérale appliquée par le gouvernement de Fujimori² eut pour conséquence la liquidation de la banque agricole, unique source de financement des campagnes, l'élimination des autres instruments d'appui de l'État et le mépris pour toute organisation de type coopératif. Dans ce contexte, l'interlocuteur historique qu'était l'État, face aux paysans, a laissé la place à un autre interlocuteur : le marché, sans appliquer aucune mesure politique de protection, laissant ces groupes exposés et marginalisés.

L'identité culturelle comme rempart à la guérilla. Mais les menaces directes sur la possession des terres ou les incursions sur les terres de ceux que les coopératives considéraient comme étrangers ont été rejetées par les organisations coopératives moyennant une indifférence délibérée au projet armé dont ils étaient porteurs. Les membres des coopératives, presque tous originaires de villages indigènes envisageaient les coopératives comme leurs communautés andines, comme de « petites nations ». Les menacer signifiait s'attaquer à leur sécurité nationale, à leur survivance en tant que nation même. Protéger leur sécurité culturelle — moyen de conserver leur « nation » comme entité sociale et politique — était vital. Pour cela elles s'affrontèrent à ce qu'elles considéraient comme les « idéologies lointaines » de ces groupes subversifs, pas avec leurs armes, mais par des attitudes hostiles, sans jamais se soumettre totalement, et essayant sans cesse de commercialiser le café malgré les interdictions.

Les groupes subversifs usèrent toujours plus de terreur. L'État, à travers l'armée s'opposa avec presque les mêmes méthodes, réprimant avec force ces actions. Les populations civiles, spécialement des zones rurales, se trouvèrent prises entre deux feux,

2. NDLR : Le gouvernement d'Alberto Fujimori est au pouvoir de 1990 à 2000.

et, selon le rapport de la commission vérité et réconciliation³, ce sont elles qui souffrirent et moururent le plus. L'armée péruvienne ne put vaincre le Sentier lumineux que lorsqu'elle comprit que les paysans péruviens avaient le même intérêt qu'elle à déraciner la guérilla.

La force du mouvement coopératif.

Ces organisations ont pu persister et traverser cette étape critique de leur histoire grâce à la qualité de leurs ressources humaines, dirigeants et membres. Ces dernières furent formées à partir d'un haut niveau de participation, intervenant dans la planification du développement de leurs coopératives et dans la programmation de plans de développement communautaire, impliquant les autorités locales dans ces tâches, ce qui facilita plus encore leur insertion et positionnement territorial ; les liens culturels et leur lutte pour la terre furent aussi les facteurs qui purent maintenir vivaces leurs aspirations.

Les coopératives se sont constituées en véritables agents de développement de leurs zones et ont compris que l'apprentissage permanent pour chercher de nouvelles solutions économiques et sociales était un facteur de confiance important.

À la fin des années 90 en arrivant à l'an 2000 les coopératives de café commencent une étape de croissance soutenue en produisant des cafés de qualité, des cafés biologiques (le Pérou est aujourd'hui le second pays exporta-

3. Rapport final de la commission vérité et réconciliation (*Informe Final Comisión de la Verdad y Reconciliación*).

teur de café biologique au monde après le Mexique) et des cafés dits « cafés gourmets ». Leurs membres ont conscience de leur responsabilité, du rôle économique et social qu'elles sont amenées à jouer et des opportunités à venir. Les années critiques appartiennent au passé. Aujourd'hui il y a d'autres menaces à affronter comme la marginalité et la pauvreté qui persistent. Malgré cela, on peut affirmer sans hésitation que le modèle organisationnel coopératif de café dans les zones de forêt d'altitude du Pérou représente une expérience organisationnelle historique.

Elle repose sur un capital social ancien, une éthique et un *credo* coopératif qui sont toujours solides pour une grande partie des dirigeants. La crise de la décennie passée n'a pu les annihiler. Sans ces ressources, il eut été impossible de corriger les erreurs commises par le passé, notamment dans la

lutte contre la corruption qui minait beaucoup de structures coopératives, ni de se relever après les attaques et les abus des groupes armés qui frappèrent les zones caféières et résister à un contexte économique mondial et national très hostile. ■

« LES COOPÉRATIVES ONT RÉUSSI

LE PLUS DIFFICILE : FAIRE CESSER

LE PROCESSUS DE DÉCOMPOSITION

ET ÉTABLIR QU'IL EST POSSIBLE DE

CONSTRUIRE DE NOUVEAUX SCHÉMAS*

SUR LA BASE D'UNE STRATÉGIE

PARTAGÉE »

* Pas tout à fait entreprise privée, ni coopératives dans le sens « classique » du terme (tel qu'utilisé ces dernières décennies).

Casamance : une organisation paysanne se mobilise pour la paix

► La rédaction a rédigé cet article à partir de :
– Sources documentaires sur internet : Afrique express (www.afrique-express.com) ; Irin, réseaux d'information régionaux intégrés rattachés au bureau de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires (www.irinnews.org) ; article de Habibou Bangré du 29/12/04 « Sénégal : accords historiques de paix en Casamance » (www.afrik.com). – un entretien de Bernard Lecomte (Grad) avec Demba Keita, secrétaire général de l'Association pour la promotion rurale de l'arrondissement de Nyassia (Apran).

Un conflit vieux de plus de vingt ans... Le conflit en Casamance, qui a fait en 22 ans des centaines de morts, a commencé le 26 décembre 1982 par la répression d'une marche de manifestants qui réclamaient l'indépendance de cette région agricole et touristique du sud du Sénégal. Réputée turbulente pendant les années d'occupation et de colonisation par les Portugais puis les Français, la Casamance semblait s'être assagie avec l'indépendance, acquise par le Sénégal en 1960. Mais éloignée de Dakar, enclavée entre la Gambie et la Guinée-Bissau, la région a continué de se considérer comme négligée et injustement traitée par le pouvoir central.

Le 26 décembre 1982, armés de coupe-coupe, des manifestants envahissent Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance. Les forces de l'ordre interviennent vigoureusement, procédant à plusieurs dizaines d'arrestations. Un an plus tard, de nouveaux affrontements éclatent, les indépendantistes passent à la lutte armée. Parmi les personnes arrêtées en décembre 1982 figurait l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, secrétaire général du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), traduit en justice pour atteinte à la sûreté de l'État et depuis plusieurs années en résidence surveillée à Ziguinchor. La Casamance a été, pendant 22 ans, le théâtre de violents affrontements, entrecoupés de plusieurs cessez-le-feu entre la branche militaire du MFDC et l'armée sénégalaise, qui maintenait en permanence plus de 4 000 hommes dans la région. Des milliers de Casamançais s'étaient réfugiés en Gambie, des milliers de mines ont été enfouies dans le sol, les razzias, braquages de véhicules, incursions armées depuis les bases arrière de la rébellion installées en Guinée-Bissau, se sont multipliées.

Des accords de paix « historiques ». Le 30 décembre 2004 devait être signé à Ziguinchor « un accord historique de paix », entre Ousmane Ngom, ministre de l'Intérieur du Sénégal et l'Abbé Augustin Diamacoune Senghor, sous la supervision du président Abdoulaye Wade. Accord « historique » car, pour la première fois, tous les courants avaient accepté de le signer. Chacun espère que cet accord sera le bon.

L'Association pour la promotion rurale de l'arrondissement de Nyassia (Apran) dans l'œil du cyclone. Dans ce conflit, une organisation paysanne, l'association pour la promotion rurale de l'arrondissement de Nyassia (Apran), elle-même membre de l'association des jeunes agriculteurs de Casamance (Ajac) a développé de multiples initiatives en faveur de la paix.

Active depuis plus de 15 ans dans le département de Ziguinchor, l'association comprend, en 2001, 1 100 membres, dont 850 femmes, tous paysan(ne)s lié(e)s aux autres acteurs dans leur diversité (jeunes, femmes, notables, élus locaux, les services techniques de l'État et les autorités administratives). Beaucoup de ses membres ont dû, depuis des années, quitter leurs villages, pour assurer leur survie en ville ou à l'étranger à cause du conflit armé qui vit la région. Réunis en novembre 1999, les membres de l'Apran ont pris conscience que jusqu'à présent ils n'avaient rien entrepris ensemble pour contribuer à résoudre ce qu'on appelle la « Crise casamançaise ». Ils ont analysé la situation désastreuse des paysans et des paysannes du département de Ziguinchor, où plus de 60 000 personnes étaient confrontées à des difficultés diverses de survie au quotidien — forcées d'abandonner leurs villages, leurs vergers, leurs rizières, tout ce qui leur avait permis jusqu'ici de vivre.

Considérant qu'elle était concernée par les souffrances des ruraux, l'Apran a décidé de mener une action d'information et de réflexion au sein des villages, pour aider ces derniers à construire la paix « par en bas », et à s'engager dans le développement.

La première initiative de l'Apran a été d'élaborer un programme de « Renforcement de la dynamique de paix et de relance du développement en Casamance », qu'elle a réussi à faire financer durant 4 ans par l'USAID. Son champ d'action a été volontairement limité aux deux arrondissements du département de Ziguinchor que sont Nyassia et Nyaguiss. C'est là que l'Apran disposait de l'ancrage social le plus marqué. Mais aussi la crise est partie de ces arrondissements et ce sont ces deux zones qui concentrent le plus de personnes en détresse. ■

« Pour parler agricole », un nouveau bulletin d'information mensuel électronique sur les négociations agricoles à l'OMC
Dans la perspective de la conférence ministérielle de l'OMC de Hong-Kong (décembre 2005), l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI) vise, en publiant ce bulletin — qui rassemble dossiers d'actualité et témoignages de responsables professionnels agricoles du Nord et du Sud — à favoriser la compréhension des enjeux, et à partager points de vues et expériences. Pour le recevoir, écrire à : samuel.dieval@afdi-opa.org

Formation

Le Centre international d'études pour le développement local (Ciedel) installé à Lyon (France) propose des modules de formations de 4 à 5 semaines, entre octobre et décembre 2005, sur les thèmes suivants : Diagnostic des stratégies d'acteurs, formation d'adultes, capitalisation de l'expérience, pratiques du développement local. Le contenu des formations, les conditions d'admission (niveau d'étude et expérience professionnelle) et les dossiers d'inscription sont disponibles sur le site : www.ciedel.org/formatiogn.htm

Striga Killer

Le striga, jolie fleur rose couvrant les champs de nombreux pays sahéliens, est considéré par de nombreux agronomes comme l'ennemi numéro 1 des cultures céréalières. Au Mali, la recherche propose l'utilisation d'un champignon microscopique (*Fusarium oxysporum*) qui, mélangé aux semences, agit comme un poison et détruit le striga. La recherche kenyane a mis au point une variété hybride de maïs dont les semences peuvent être enrobées avant la mise en terre avec une quantité minime d'herbicide détruisant le striga. Cette variété est vendue sous le nom de Ua Kayongo, le tueur de striga.

Nicaragua : des milliers de victimes du Nemagon

Le Nemagon est un pesticide fabriqué pour la culture de la banane, beaucoup utilisé pour son efficacité en Amérique centrale. Très toxique, retiré du marché américain en 1977, il n'a été interdit au Nicaragua — où il était utilisé sans aucune protection — qu'en 2001. 30 ans plus tard, les ouvrier(e)s et leurs familles sont atteints de maladies incurables, les sols et nappe phréatique sont infectés. Les multinationales incriminées ont été condamnées par un tribunal nicaraguayen mais à ce jour les victimes n'ont pas vu l'ombre d'une indemnisation.

ENTRETIEN DE BERNARD LECOMTE (GROUPE DE RÉALISATION ET D'ANIMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, GRAD) AVEC DEMBA KEÏTA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'APRAN*

BERNARD LECOMTE : *Vous dites avoir mené une large réflexion avant de vous engager pour la paix en 1999, qu'entendez-vous par-là ?*

DEMBA KEÏTA : [...] En regardant comment les choses ont fonctionné jusqu'en 1999, l'intervention des acteurs, les intérêts de chacun, les problèmes culturels traditionnels, nous nous sommes dit qu'il valait mieux s'arrêter et faire une évaluation nous permettant de mieux connaître les éléments qui structurent le conflit, avant d'agir. [...] Il fallait nous arrêter et regarder de très près sur les plans culturel et traditionnel. Comment les populations se sont-elles engagées à soutenir un mouvement comme celui-là ? Qu'est-ce qui les motive ? Quelles sont les revendications primaires de ces populations, revendications qui ne sont pas toujours étalées sur la table. Ce qui est étalé politiquement, c'est la réclamation de l'indépendance de la Casamance. Mais nous avons voulu prendre du recul pour avoir les éléments structurants c'est-à-dire connaître les tensions, les frustrations des populations. Comment ont-elles contribué à soutenir financièrement, matériellement ce conflit (jusqu'à envoyer même leurs jeunes hommes dans le maquis) ?

Cette étude nous a permis de comprendre aussi les motivations politiques du mouvement et de mieux appréhender les contraintes qui n'ont pas permis de trouver une solution définitive et les jeux des différents acteurs dans cette affaire.

BL : *Comment avez-vous choisi d'intervenir ?*

DK : Nous avons pris l'option de contourner les deux parties en conflit, de nous appuyer sur les populations et de prendre celles-ci comme alliées pour la recherche d'une paix définitive. Avant, ceux qui parlaient de paix avaient développé des slogans, des vœux, des théories de paix mais sans effet sur les familles.

Notre action a pris trois formes :

- l'organisation de week-ends de discussion et de fête dans les chefs-lieux des communautés rurales pour que les familles osent de nouveau se parler entre elles, que les combattants décident de venir un moment chez eux, que chacun parle à l'autre de réconciliation ;
- l'appui aux déplacés puis aux ex-combattants pour qu'ils puissent ensemble reconstruire leurs villages et entreprendre des activités rentables ;
- la médiation entre le MFDC et le

gouvernement pour arriver à faire cesser les combats et les braquages et à promouvoir des rencontres de toutes sortes entre les deux parties.

Pour l'État, la nouveauté dans la gestion de la crise casamançaise était de dire : « Négociations avec les Casamançais ». Mais il fallait alors s'appuyer sur les notables, les chefs religieux, les hommes, les femmes. Et travailler directement avec les combattants qui étaient dans la forêt et, en même temps, traiter des questions politiques avec Diamacoune et son entourage, avec les cadres casamançais dans le pays et avec l'aile extérieure en exil.

BL : *Est-ce que le fait que vous soyez réellement « dans la population », et faibles (une petite bande de paysans grosso modo) a été un atout ?*

DK : C'est un grand atout pour nous parce qu'en fait l'Apran, en 1999, c'était comme un morceau de sucre dans un puits. On ne faisait pas peur, on n'avait aucun poids, on était à peine connus. Il faut comprendre qu'alors le mouvement associatif était mort ; quelques organisations seulement vivaient.

D'autres facteurs ont contribué à créer les conditions d'une paix. J'en précise trois. D'abord les populations (pour lesquelles les gens se battent...), elles étaient fatiguées (à l'intérieur du Sénégal comme celles exilées en Gambie et en Guinée Bissau — en Guinée Bissau on les transformait en ouvriers agricoles, ils défrichaient une forêt, ils cultivaient la première année, la deuxième année c'était arraché ou volé). Et puis les combattants qui sont dans le maquis commencent aussi à laisser la kalachnikov dans la forêt et revenir ; parce qu'ils avaient des difficultés pour trouver un repas par jour. Enfin l'État aussi était fatigué de mettre l'argent pour le fonctionnement de l'armée en Casamance.

En conclusion, tous étaient lassés de gérer une économie de guerre. Les combattants dans la forêt s'accrochaient à leurs braquages pour survivre. Les responsables politiques du MFDC s'accrochaient à l'État du Sénégal pour pouvoir vivre par les petits fonds de médiation. La population a alors compris qu'il fallait prendre les devants, créer une action populaire pour imposer cette paix. C'est cette dynamique-là qui fait avancer la cause de la paix pendant 6 ans. ■

* Des extraits complémentaires de cet entretien réalisé en janvier 2001 par Bernard Lecomte sont publiés en ligne sur le site de *Grain de sel*, www.inter-reseaux.org



d'après une carte de l'IRD